

# Bras de fer entre Pécresse et Valls sur le passe Navigo

## ÎLE-DE-FRANCE

L'exécutif régional rappelle le Premier ministre à ses promesses de financement.

Il agite la menace d'une hausse de 15 euros de l'abonnement de transport à tarif unique.

Dominique Malécot  
@DMalecot

La menace est brandie. La région Ile-de-France augmentera de 10 à 15 euros le prix mensuel du passe Navigo de transport à tarif unique en Ile-de-France si elle n'obtient pas la rallonge de 300 millions d'euros promise par Manuel Valls en février dernier pour le financer, a affirmé lundi la présidente Les Républicains du conseil régional, Valérie Pécresse.

Cette dernière n'a aucune envie de prendre une mesure aussi impopulaire. Et espère bien être entendue. Dans une interview au « Parisien »,

lundi, elle n'a pas ménagé le chef du gouvernement, comparant ouvertement cette augmentation possible du Passe Navigo à une « *taxe Valls* ».

La présidente Les Républicains du conseil régional a fait faire les comptes qui ont été présentés lors d'une table ronde. L'abonnement transports à tarif unique mis en place par son prédécesseur socialiste Jean-Paul Huchon avec l'appui du gouvernement et de la Chambre de commerce de Paris - Ile-de-France va peser dangereusement sur les finances du Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF). Il est structurellement déficitaire. L'Etat a accepté de combler le trou l'an dernier et cette année. Valérie Pécresse veut qu'il continue à le faire.

**« Aucune assurance » de la part du gouvernement**  
Mais rien ne dit que le montage qui a permis à la région et au gouvernement de dégager quelque 300 millions pour abonder le système en 2016 pourra fonctionner l'an prochain. Valérie Pécresse a affirmé lundi n'avoir « *aucune assurance* » sur l'engagement du gouvernement de trouver un dispositif de

financement pérenne pour 2017 et au-delà.

La balle est dans le camp du gouvernement. Les finances du STIF que préside Valérie Pécresse, ne tiendront pas. Cela au moment où il doit investir lourdement pour moderniser des rames de trains de banlieue et de métro ou acheter des bus neufs.

Faute de réponse du gouvernement une « *taxe Valls* » de 15 euros est prévue.

Car, contrairement à ce qu'ont annoncé les écologistes de la région, la baisse de recettes liée au tarif unique n'a pas été compensée, loin de là, par une augmentation du nombre d'abonnements vendus. La recette du passe Navigo a été ramenée à près de 1,8 milliard d'euros, soit une baisse de 9 %. De plus, « *le forfait Navigo à 70 euros cannibalise les titres de transport vendus à l'unité, ce qui accroît encore plus le déficit de recettes* », lit-on dans une note d'analyse présentée lundi par deux experts indépendants.

Comme il est peu probable que la SNCF, la RATP et les transporteurs routiers réunis au sein d'Optile réduisent leurs factures, il faudra bien combler un déficit d'autant plus croissant que de nouvelles lignes vont être ouvertes.

Pas question, non plus, de compter sur les collectivités, en proie à de fortes contraintes budgétaires, ni sur les entreprises qui payent le versement transport et remboursent la moitié du passe Navigo de leurs salariés. Dans ces conditions, reste donc l'usager qui, en acquittant quelque 30 % du coût d'exploitation du réseau est nettement moins sollicité que celui des autres capitales européennes.

A court terme, si le gouvernement ne bouge pas, les experts mandatés par le STIF suggèrent donc d'augmenter le tarif de 10 à 15 euros. A plus long terme, ils préconisent de revenir à un tarif lié à l'usage, en fonction de l'heure et de la distance, voire d'instaurer un péage pour les véhicules particuliers. Ce qu'ils n'écrivent pas, c'est que le doublement du réseau de métros en 2030, avec le Grand Paris accentuera le phénomène. ■



L'usager francilien, en acquittant 30 % du coût d'exploitation du réseau, est nettement moins sollicité que les habitants des autres capitales européennes. Photo Chamussy/Sipa